

PARTIE I

Chapitre 1

Principales tendances environnementales

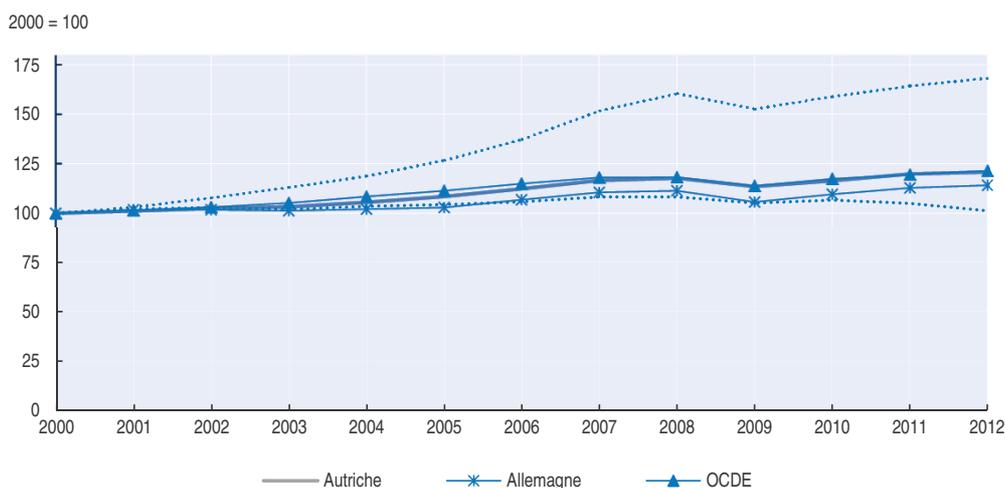
Durant les années 2000, l'Autriche a affiché de solides résultats pour bon nombre d'indicateurs économiques et sociaux et continué d'améliorer l'ensemble de ses performances environnementales. Ce chapitre présente un aperçu de certaines des grandes évolutions environnementales observées en Autriche depuis dix ans. Il décrit quelques-uns des principaux résultats obtenus dans le domaine de l'environnement et les défis que le pays doit encore relever sur la voie d'une économie plus verte et du développement durable. Il passe brièvement en revue les progrès accomplis par l'Autriche pour réduire l'intensité de carbone, d'énergie et de matières de son économie ; gérer ses actifs naturels, notamment ses ressources en eau et en biodiversité ; et améliorer la qualité environnementale de la vie.

1. Introduction

Le présent chapitre propose un aperçu de certaines des grandes évolutions environnementales observées en Autriche. Il met en lumière les principaux résultats obtenus dans le domaine de l'environnement et les problèmes qui restent à résoudre sur la voie d'une croissance verte et d'un développement durable, en faisant porter l'analyse sur les années 2000. Ce chapitre s'appuie sur des indicateurs de sources nationales et internationales, et suit globalement le cadre de l'OCDE utilisé pour suivre les progrès vers une croissance verte (OCDE, 2011). Après un état des lieux des principales tendances, il décrit les progrès accomplis par l'Autriche pour assurer une utilisation efficiente des ressources énergétiques et naturelles, gérer son patrimoine naturel et améliorer la qualité de vie environnementale de sa population. L'état de l'environnement et les principales évolutions environnementales sont comparées, chaque fois que cela est possible, avec les résultats des autres pays de l'OCDE et considérées au regard des engagements nationaux et internationaux de l'Autriche. L'objet du présent chapitre est donc d'établir un cadre de référence pour les chapitres suivants qui cherchent à déterminer si les politiques environnementales autrichiennes ont réussi à influencer sur ces évolutions et à mettre à profit les objectifs d'environnement pour créer des opportunités économiques.

L'Autriche est une petite économie ouverte dont les citoyens jouissent d'un niveau de vie élevé. Elle affiche depuis 2000 de bonnes performances économiques, supérieures à celles de certains de ses partenaires clés, notamment l'Allemagne. La récession de 2008-09 a fait reculer un certain nombre de pressions environnementales qui s'étaient exacerbées au début des années 2000. L'économie autrichienne a depuis rebondi et devrait, selon les projections, connaître une croissance régulière, grâce à une base industrielle solide et des finances publiques relativement saines (encadré 1.1 et graphique 1.1).

Graphique 1.1. **Produit intérieur brut de l'Autriche et d'autres membres de l'OCDE**



Note : Les lignes pointillées représentent les pays de l'OCDE affichant le plus élevé et le plus faible taux de croissance du PIB.
Source : OCDE (2012), *Perspectives économiques de l'OCDE n° 91* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984820>

Encadré 1.1. Contexte économique et social

L'économie

- L'économie autrichienne, bien que petite, se porte bien. Elle affichait, entre 2000 et 2012, un taux de croissance annuel moyen de 1.6 %, chiffre conforme à la moyenne de l'OCDE (graphique 1.1).
- La population jouit d'un niveau de vie relativement élevé. Le PIB moyen par habitant s'établit à 36 140 USD, et place l'Autriche au huitième rang des pays de l'OCDE (annexe I.A).
- L'Autriche, tout comme les autres économies tournées vers l'exportation, a vu son PIB chuter (de 3.6 %) en 2008-09 sous l'effet de la crise économique mondiale (OCDE, 2012a). L'économie a commencé de se redresser dans la seconde moitié de 2009 à la faveur de la reprise de la demande extérieure, et a dépassé son niveau maximum d'avant la crise au premier semestre de 2011 (graphique 1.1). La croissance, qui a été modérée en 2012-13, devrait atteindre 1.8 % en 2014 (OCDE, 2012b).
- L'Autriche possède une industrie forte qui contribue à hauteur de 29 % à la valeur ajoutée, chiffre supérieur à la moyenne de l'OCDE qui est de 24.1 %. La contribution des services à la valeur ajoutée brute est de 69 %, et celle de l'agriculture de 2 % (annexe I.A).
- Le secteur des biens et services d'environnement gagne du terrain et représentait près de 11 % du PIB en 2011 (Statistik Austria, 2013) (chapitre 3).
- Le tourisme représente également une part importante du PIB, qui atteignait 5.5 % en 2011 (Statistik Austria, 2012). Ce secteur étant fortement dépendant des conditions climatiques et de la qualité de l'environnement, le changement climatique pourrait avoir des conséquences non seulement pour les régions touristiques mais aussi pour l'ensemble de l'économie (chapitre 5).
- Les échanges internationaux jouent un rôle important dans l'économie. Les exportations représentaient 57 % du PIB en 2011 et les importations 54 %, soit plus que les moyennes de l'OCDE Europe qui s'établissent à 43 % pour les exportations et 41 % pour les importations (annexe I.A).
- Le taux de chômage, de 4.3 % en 2012, est relativement faible comparé aux 8 % de l'ensemble de l'OCDE (annexe I.B).
- Les inégalités de répartition des revenus sont plus faibles que les moyennes de l'OCDE et de l'Europe (annexe I.B). En 2011, les 20 % de la population autrichienne percevant les revenus nets les plus élevés gagnaient 3.8 fois plus que les 20 % percevant les plus faibles revenus, alors que cet indicateur était de 5.1 pour l'UE. Le taux de pauvreté est inférieur à la moyenne de l'OCDE (annexe I.B).

Les finances publiques

- La situation budgétaire de l'Autriche est bonne par rapport aux autres pays de la zone euro, même si ses finances publiques se sont nettement dégradées durant la crise économique et financière. Les mesures d'assainissement des finances publiques ont permis de ramener en 2012 le déficit à 3.1 % du PIB (il était de 3.3 % dans la zone euro) après qu'il ait plafonné à 4.5 % en 2010 (chapitre 3). La dette publique a augmenté pour atteindre 83 % du PIB en 2012 (contre 100.6 % dans la zone euro) et devrait continuer de s'alourdir (OCDE, 2012b).
- Les dépenses publiques ont été généralement élevées. En 2011 elles équivalaient à 50.5 % du PIB de l'Autriche, ce qui est le huitième chiffre le plus élevé de la zone de l'OCDE. Les dépenses publiques générales de protection de l'environnement représentaient 0.5 % du PIB en 2010, ce qui est l'un des pourcentages les plus bas de l'OCDE (chapitre 3).

Encadré 1.1. **Contexte économique et social** (suite)

- Le ratio impôts/PIB est également important : il atteignait 42 % en 2011, alors que la moyenne de l'OCDE était de 33.8 %. La fiscalité met fortement l'accent sur l'impôt sur les revenus du travail et les cotisations sociales (chapitre 3).
- Les taxes liées à l'environnement représentaient 2.6 % du PIB et 6.1 % de l'ensemble des recettes fiscales en 2011, soit plus que les moyennes de l'OCDE, qui étaient respectivement de 1.6 % et 5.8 % (chapitre 3).

La population

- L'Autriche comptait 8.4 millions d'habitants en 2011. La densité de population est relativement élevée par rapport aux autres pays de l'OCDE (100 habitants au kilomètre carré contre 34 pour l'ensemble de l'OCDE), bien que l'Autriche soit le 10^e pays européen le moins densément peuplé de la zone OCDE (annexe I.B).
- Environ 24 % de la population vivent en ville et 46 % dans les campagnes, ce qui est l'inverse de la répartition observée dans l'ensemble de l'OCDE.
- La population autrichienne vieillit : la proportion de personnes de 65 ans et plus est passée de 15 % en 2000 à 17 % en 2011, chiffre supérieur à la moyenne de l'OCDE qui s'établit à 14.7 %.
- Comme dans les autres pays de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance s'est progressivement améliorée, passant de 78.2 ans en 2000 à 80.7 ans en 2010, ce qui place l'Autriche parmi les 15 premiers pays de l'OCDE.
- Le niveau d'éducation est généralement bon : 82.5 % de la population en âge de travailler (groupe des 25-64 ans) a achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (annexe I.B). Toutefois, le pourcentage de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au sein du même groupe d'âge n'était que de 19 % en 2009, c'est-à-dire les deux-tiers de la moyenne de l'OCDE (30 %).
- Selon le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves, 20 % des élèves autrichiens de 15 ans avaient le meilleur niveau de compétences en sciences environnementales, ce qui est légèrement plus que la moyenne de l'OCDE (OCDE, 2009).

L'intensité de carbone de l'économie autrichienne a diminué durant la deuxième moitié des années 2000 et reste basse par rapport à celle des autres pays. L'intensité énergétique de l'économie est en effet relativement faible et le renouvelable occupe une place importante dans l'offre énergétique et la production d'électricité. La consommation d'énergie a toutefois augmenté dans tous les secteurs de l'économie. Le transport, principalement routier, est le premier consommateur d'énergie et la deuxième source d'émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays. La périurbanisation et les modes de déplacements quotidiens qui s'y attachent, de même que le volume de fret international et en transit expliquent en partie cette situation. Environ 30 % des émissions de GES du secteur des transports sont à mettre au compte du carburant acheté en Autriche mais consommé à l'étranger. En dépit de la baisse enregistrée depuis le milieu des années 2000, les émissions de GES demeurent supérieures aux niveaux de 1990 et à l'objectif défini dans le protocole de Kyoto (section 2.1).

L'Autriche a fait des progrès en améliorant la productivité matières de son économie, mais elle devra redoubler d'efforts pour atteindre son objectif national à long terme. La richesse économique produite par unité de matière utilisée en Autriche est supérieure à la

moyenne de l'OCDE Europe. La mise en œuvre d'une politique efficace de gestion des déchets a contribué à ce bon résultat en améliorant les taux déjà élevés de recyclage des matières et de valorisation des déchets. Des progrès ont été par ailleurs accomplis pour réduire la production de déchets municipaux mais les efforts doivent être poursuivis pour parvenir à la découpler de la consommation privée. La quantité d'ordures ménagères par habitant reste bien supérieure à la moyenne de l'OCDE Europe (section 2.2).

Les montagnes occupent environ 60 % du territoire autrichien et les forêts, près de la moitié. Les zones habitables se concentrent dans les vallées et les bassins hydrographiques et ne représentent que 38 % du territoire. La topographie expose la population à divers aléas naturels, principalement au risque de crues, que pourrait encore aggraver le changement climatique (chapitre 5). L'important dispositif de protection contre les inondations, le très large recours à l'hydroélectricité et la conversion de zones humides en terres agricoles ont mis à mal l'écologie des rivières et des lacs. Des investissements massifs seront nécessaires pour rétablir le bon état/potentiel écologique des cours d'eau (section 3).

Le territoire cultivable et les pâturages ont continué de se contracter depuis 2000 en raison de la progression de l'aménagement de logements et d'infrastructures. Le taux d'artificialisation des sols a dépassé le taux de croissance démographique et l'objectif national, d'où des pressions sur les espaces naturels et les écosystèmes. Quelque 28 % des terres bénéficient d'un régime de protection de la nature, ce qui est l'un des meilleurs chiffres de la zone OCDE. Toutefois, l'état de conservation des habitats et des espèces est relativement défavorable, et plusieurs espèces clés se trouvent exposées à un niveau de risque relativement élevé (section 3). L'agriculture biologique occupe près d'un cinquième du territoire agricole, ce qui place le pays au premier rang de l'UE. Cette situation conjuguée à l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement a contribué à réduire l'intensité d'utilisation d'engrais, dont le niveau est actuellement le plus bas de la zone OCDE. En conséquence, les excédents d'éléments nutritifs ont diminué et seules quelques nappes souterraines semblent désormais exposées à des risques de pollution par les nitrates (sections 2.2 et 3.2).

La population autrichienne semble en moyenne plus satisfaite de la qualité de l'environnement que la population européenne, même si la proportion de personnes se déclarant insatisfaites a progressé depuis le milieu de la dernière décennie. La charge de morbidité imputable à l'environnement est l'une des plus basses d'Europe. La qualité sanitaire de l'eau autrichienne est l'une des meilleures du monde grâce au taux de raccordement très élevé de la population à des stations d'épuration assurant un haut niveau de traitement. Toutefois, l'exposition à la pollution par les particules et l'ozone dans les zones urbaines est toujours élevée. Bien que les émissions des principaux polluants atmosphériques aient sensiblement reculé, les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) ont dépassé le plafond national. Les transports routiers sont la première source d'émissions de NO_x , en raison principalement du fort pourcentage de véhicules diesel dans la flotte automobile, qui continue d'augmenter (section 4).

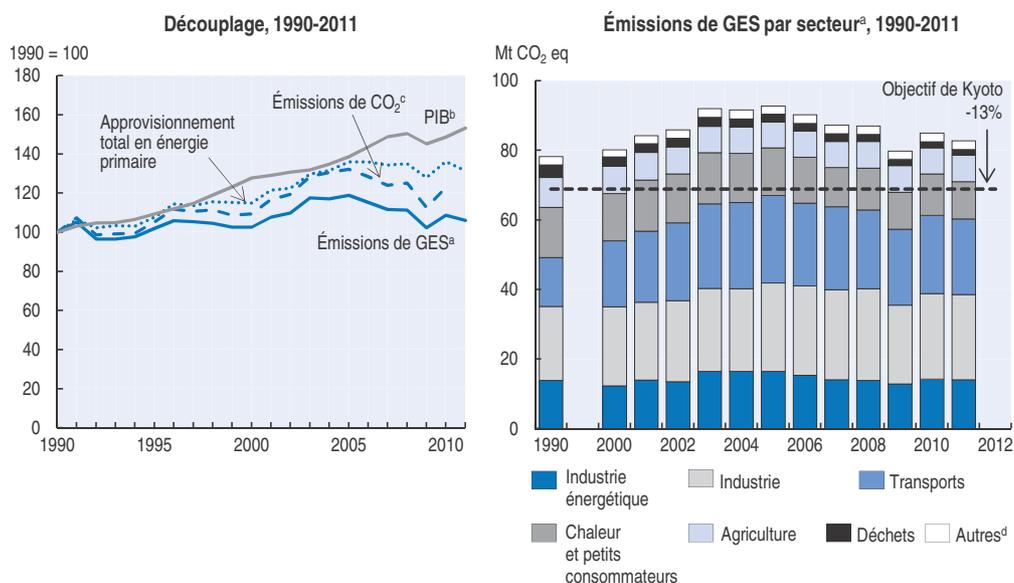
2. Transition vers une économie sobre en carbone, en énergie et en ressources

2.1. Intensité de carbone et intensité énergétique

Émissions de gaz à effet de serre

- L'intensité d'émissions de GES de l'Autriche est faible comparée à celle des autres pays : elle s'établissait à 286 grammes par dollar de PIB (aux PPP de 2005) en 2010, alors que la moyenne OCDE était de 430 grammes (annexe I.C). Ce chiffre témoigne de l'intensité énergétique relativement faible de la structure économique et d'une palette énergétique à faibles émissions de carbone (voir ci-dessous).
- En 2011, l'Autriche était loin d'avoir atteint l'objectif de réduction des émissions de GES fixé dans le cadre du protocole de Kyoto qui prévoyait une réduction de 13 % en 2008-12 par rapport aux niveaux de 1990. Les émissions brutes de GES dépassent depuis 1995 les niveaux de l'année de référence (graphique 1.2). En 2011, les émissions de GES, hors UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie), dépassaient de 6 % leur niveau de 1990. L'Autriche doit pour cette raison acheter de grandes quantités de crédits Kyoto pour atteindre son objectif (chapitre 2).

Graphique 1.2. Émissions de GES et objectif de Kyoto



a) Hors émissions/absorptions de CO₂ au titre de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie.

b) PIB aux niveaux de prix et parités de pouvoir d'achat de 2005.

c) Émissions de CO₂ dues à l'énergie uniquement ; approche sectorielle ; exclut les soutages maritimes et aériens internationaux.

d) Gaz fluorés et autres gaz.

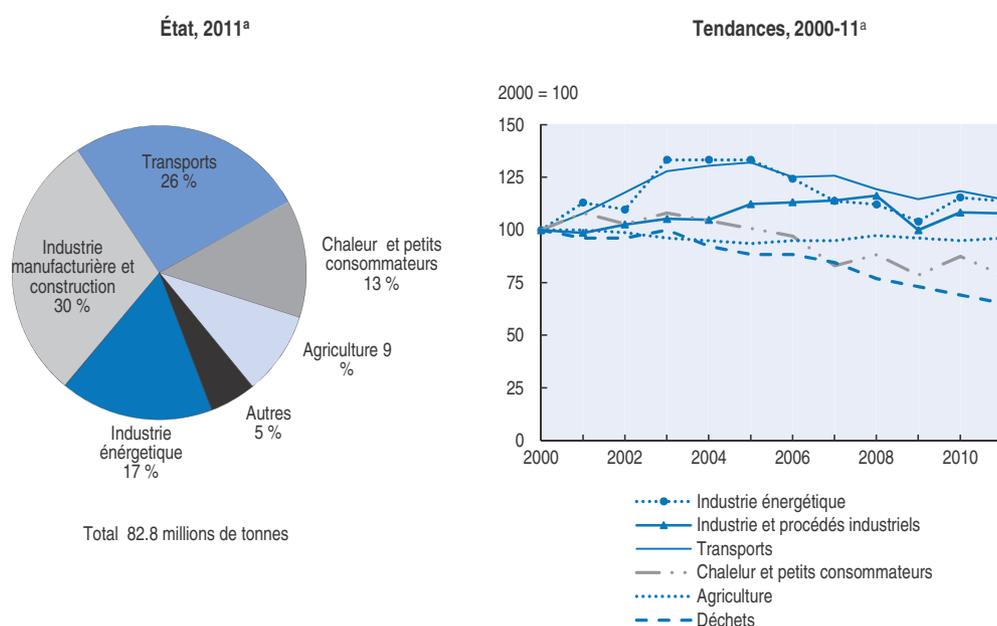
Source : OCDE (2012), *Perspectives économiques de l'OCDE n° 91 (base de données)* ; OCDE-AIE (2012), *CO₂ Emissions from Fuel Combustion (base de données)* ; OCDE-AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries (base de données)* ; Umweltbundesamt (2013), *Austria's Annual GHG Inventory 1990-2011*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984839>

- La hausse des émissions a été particulièrement marquée durant la première moitié des années 2000, en raison de l'intensification de l'activité du secteur des transports et de l'accroissement de la demande énergétique liée à la croissance économique. Comme dans beaucoup d'autres pays, les émissions se sont tassées dans la deuxième moitié des années 2000.

- L'Autriche est parvenue à assurer un découplage absolu entre ses émissions de GES et sa croissance économique entre 2005 et 2008. Les émissions de GES ont cependant suivi l'évolution du PIB depuis 2009 (graphique 1.2).
- De nombreux facteurs ont contribué au recul des émissions, notamment l'explosion des prix du pétrole, le renouvellement du parc automobile, les aides en faveur de l'utilisation d'énergies renouvelables et de biocarburants et les mesures d'économies d'énergie dans les bâtiments, ainsi que le ralentissement de l'activité économique à la fin de la décennie et la douceur de l'hiver 2011 (Umweltbundesamt, 2013) (chapitres 2 et 3).
- Le secteur manufacturier et celui des transports sont les principales sources d'émissions de GES ; en 2011, 30 % des émissions totales étaient à mettre au compte du premier et 26 %, du second (graphique 1.2 et 1.3). Bien qu'elles se soient infléchies dans la seconde moitié des années 2000, en 2011, les émissions de GES de l'industrie restaient supérieures de 8 % à leur niveau de 2000, et celles des transports, de 15 % (graphique 1.3).

Graphique 1.3. Émissions de GES par secteur



a) Hors émissions/absorptions de CO₂ au titre de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie.
 Source : Umweltbundesamt (2013), *Austria's Annual GHG Inventory 1990-2011*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984858>

- Font partie des émissions du secteur des transports les émissions correspondant aux carburants achetés en Autriche mais consommés ailleurs. Ce « tourisme à la pompe » qui attire les automobilistes des pays voisins et les conducteurs de véhicules commerciaux a fortement augmenté (chapitre 3). Selon les estimations, 30 % environ des émissions de GES du secteur des transports sont imputables au tourisme à la pompe (Agence autrichienne de l'énergie ; Umweltbundesamt, 2012).
- L'industrie énergétique est la troisième source d'émissions de GES (graphique 1.3) : à la fin de la décennie, ses émissions dépassaient de 14 % leur niveau de 2000. En revanche,

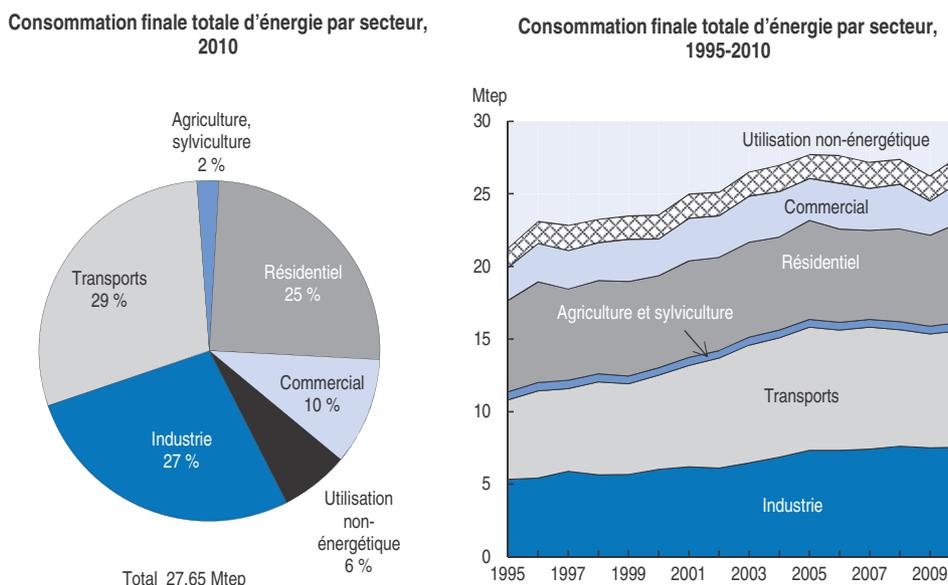
les émissions des secteurs commercial et résidentiel (chauffage et petits consommateurs) ont considérablement diminué durant ces dix années.

- Pour l'avenir, les projections indiquent que l'Autriche devra mettre en œuvre de nouvelles mesures pour atteindre en 2020 son objectif de réduction des émissions de GES dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le système communautaire d'échange de quotas d'émission, qui est de 16 % par rapport aux niveaux de 2005 (Umweltbundesamt, 2011).

Intensité énergétique

- La consommation d'énergie a enregistré une hausse dans tous les secteurs économiques. Cette tendance s'est accélérée dans la première moitié des années 2000, où la croissance de la demande énergétique, plus particulièrement dans l'industrie et les transports, a dépassé celle du PIB (graphique 1.4).

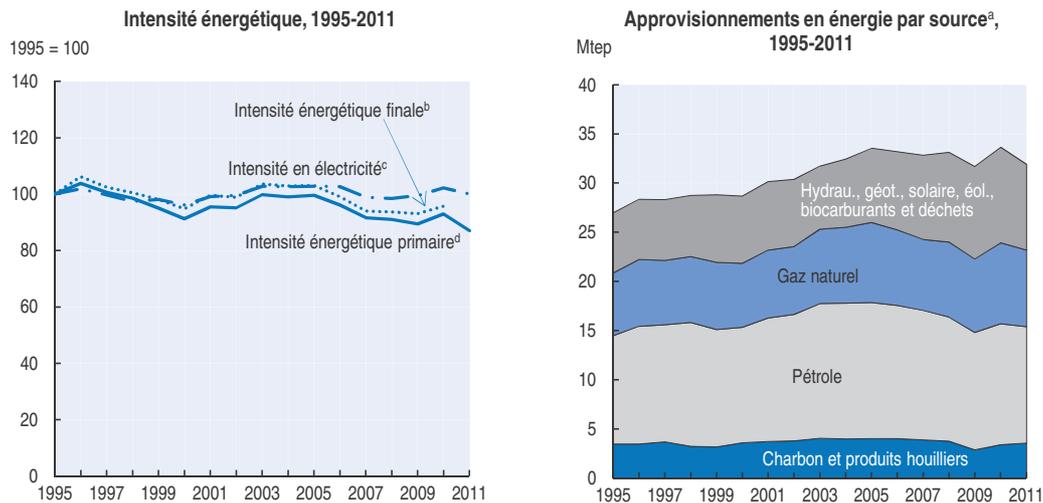
Graphique 1.4. **Consommation finale d'énergie**



Source : OCDE-AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984877>

- En conséquence, les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de l'Autriche ont aussi progressé plus vite que le PIB en 2000-05, d'où une hausse de l'intensité énergétique de l'économie (graphique 1.5). Globalement, les ATEP ont augmenté de 11 % entre 2000 et 2011.
- La demande d'énergie, du secteur des transports et des bâtiments (commercial-résidentiel) notamment, a accusé une baisse à partir du milieu de la décennie (graphique 1.4), qui explique le recul des émissions de GES (graphiques 1.2 et 1.3). L'intensité énergétique de l'Autriche a par conséquent également diminué depuis le milieu des années 2000 (graphique 1.5), et s'est maintenue à des niveaux inférieurs à ceux de nombreux autres pays de l'OCDE (annexe I.A).

Graphique 1.5. **Intensité et structure énergétique**

a) Approvisionnements totaux en énergie primaire. La répartition exclut le commerce de l'électricité.

b) Consommation finale totale d'énergie par unité de PIB aux niveaux de prix et parités des pouvoir d'achat de 2005.

c) Consommation d'électricité par unité de PIB.

d) Approvisionnements totaux en énergie primaire par unité de PIB aux niveaux de prix et parités des pouvoir d'achat de 2005.

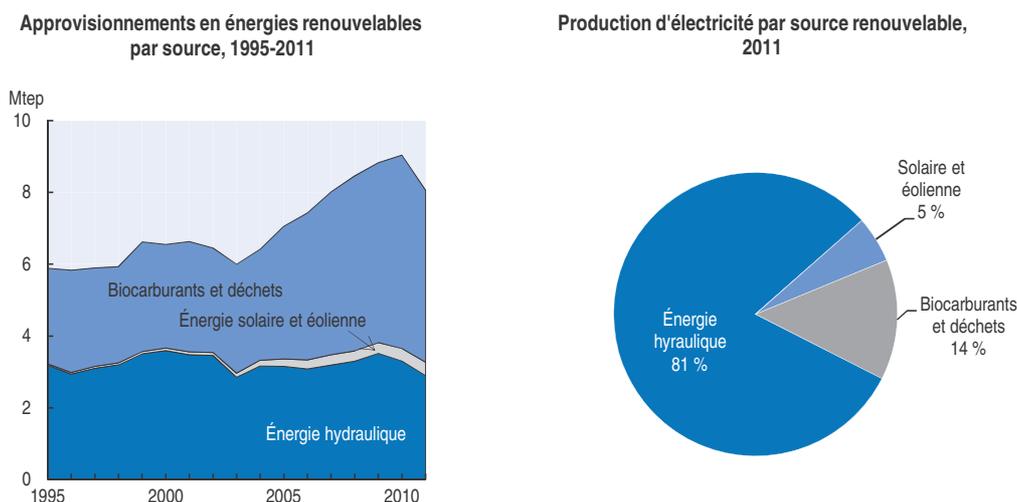
Source : OCDE (2012), *Perspectives économiques de l'OCDE no 91* (base de données) ; OCDE-AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984896>

- Les économies d'énergie réalisées en 2010 étaient environ 2.7 fois supérieures à l'objectif intermédiaire que l'Autriche s'est fixée en réponse à la directive de l'UE relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques (2006/32/EC). Cependant, au rythme actuel, l'Autriche pourrait manquer de peu son objectif pour 2016 qui prévoit une réduction de 9 % de sa consommation par rapport à la moyenne de 2000-05 (BMWFJ, 2011a).

Palette énergétique

- La palette énergétique de l'Autriche est relativement sobre en carbone. Les sources d'énergie renouvelables représentaient 27 % des ATEP en 2011, soit plus de trois fois la moyenne de l'OCDE. Le reste des approvisionnements étaient des combustibles fossiles. L'Autriche n'utilise pas d'électricité nucléaire (annexe I.B). Les combustibles fossiles, pétrole et charbon en particulier, ont légèrement régressé (graphique 1.5).
- S'agissant de l'énergie de sources renouvelables, l'offre a augmenté d'environ 23 % entre 2000 et 2011. La production, toutes sources confondues, a progressé sauf celle d'hydroélectricité qui est soumise aux variations météorologiques. Les politiques publiques en faveur de la biomasse (chapitre 3) ont stimulé l'utilisation de biocombustibles/carburants et de déchets renouvelables qui a connu une forte hausse (graphique 1.6), pour atteindre près de 60 % de l'offre d'énergie renouvelable en 2011.
- La majeure partie de l'électricité produite (68 % en 2011) provient de sources renouvelables. Environ 20 % sont à mettre au compte du gaz naturel, et le reste, principalement du charbon. L'hydroélectricité compte pour plus de la moitié de l'électricité produite et représente plus de 80 % de l'électricité d'origine renouvelable (graphique 1.6).

Graphique 1.6. **Énergie de sources renouvelables**

Source : OCDE-AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries* (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932984915>

- Les capacités de production d'énergie éolienne et photovoltaïque ont considérablement augmenté depuis 2000 (elles ont été globalement multipliées par 25), mais elles continuaient d'occuper une place relativement mineure dans la production d'électricité renouvelable en 2011 (graphique 1.6).
- D'une façon générale, l'Autriche est bien partie pour atteindre son objectif qui est de porter à 34 % la part du renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie à l'horizon 2020, en application de la directive de l'UE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (2009/28/EC). Comme l'indique le tableau 1.1, la part du renouvelable toutes sources comprises était à peine inférieure à l'objectif intermédiaire en 2010, mais les objectifs étaient dépassés pour les catégories chauffage et refroidissement et transport.

Tableau 1.1. **Progrès du renouvelable au regard des objectifs pour 2020**

Utilisation des sources renouvelables	Place du renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie				Estimation des émissions de GES évitées Mt CO ₂ éq.
	% atteint		% visé		
	2005	2010	2010	2020	2010
Chauffage et refroidissement	24.3	32.2	30.5	32.6	11.7
Production d'électricité	60.8	65.3	69.3	70.6	18.2
Transport	2.3	7.9	6.8	11.4	-
Total	24.4	30.8	31.1	34.2	29.9

Source : BMWF (2010 ; 2011b).

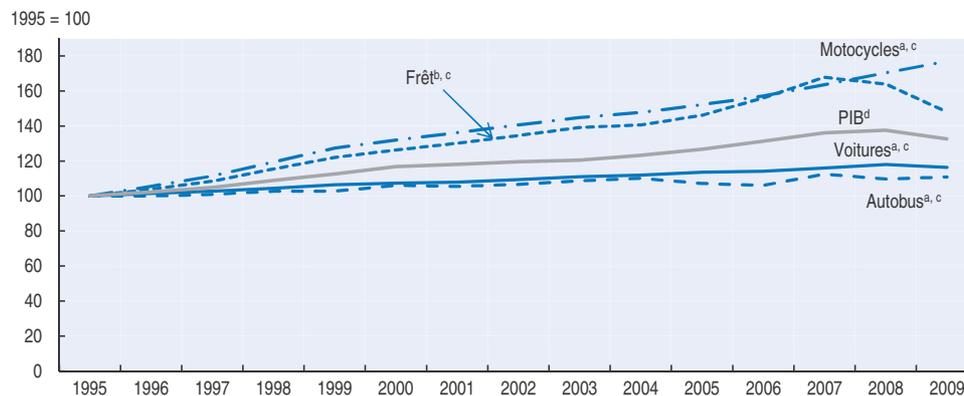
Transport

- Le secteur des transports demeure le premier consommateur d'énergie (29 % de la consommation finale d'énergie) et, partant, la deuxième source d'émissions de GES

(graphiques 1.3 et 1.4). Comme dans les autres pays, la consommation d'énergie et les émissions de GES de ce secteur sont majoritairement imputables au transport routier.

- Le transport routier a progressé en volume pendant pratiquement toutes les années 2000, en raison notamment de l'élargissement de l'UE. Le transport routier de marchandises et l'usage de motocycles ont enregistré une croissance bien supérieure à celle du PIB (graphique 1.7). Le fléchissement du trafic de marchandises depuis 2007 peut être attribué en partie au ralentissement de l'activité économique et à la hausse des prix des carburants (chapitre 3).

Graphique 1.7. **Évolution du transport routier**



a) Évolution de l'indice depuis 1995 sur la base des valeurs exprimées en passager-kilomètre.

b) Évolution de l'indice depuis 1995 sur la base des valeurs exprimées en tonne-kilomètre.

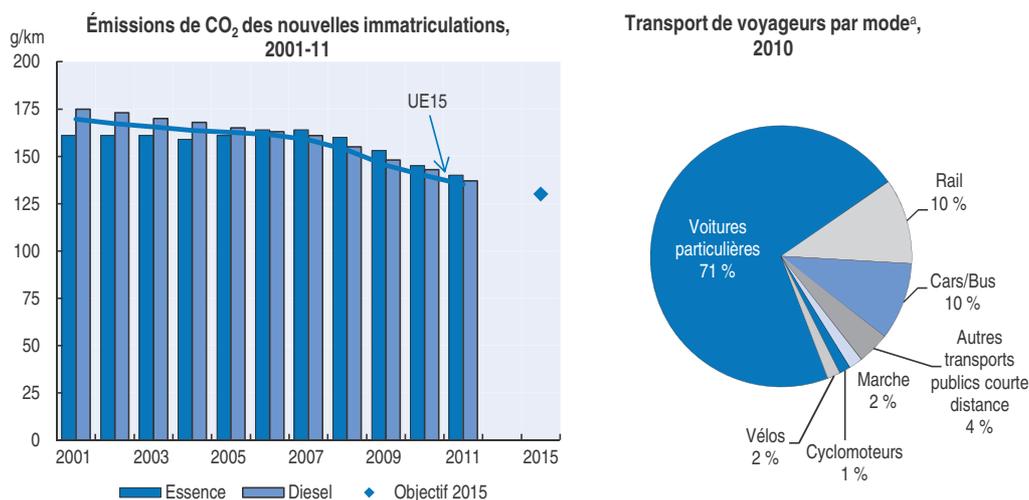
c) Les données concernent les véhicules nationaux uniquement.

d) PIB aux niveaux de prix et parités de pouvoir d'achat de 2005.

Source : OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données) ; BMLFUW (2013), *Indikatoren für die gesamthafte Bewertung Nachhaltiger Entwicklung in Österreich* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984934>

- Comme dans la plupart des pays, la répartition modale du transport de fret et de voyageurs laisse la part belle à la route. En 2010, 32 % du transport intérieur de marchandises se faisaient par chemin de fer (BMVIT, 2012), chiffre supérieur aux résultats de nombreux pays de l'OCDE. Le plan national de transport prévoit de porter à 40 % la part du fret ferroviaire d'ici à 2025.
- La répartition modale du transport de voyageurs n'a que faiblement évolué au cours des dix dernières années, en faveur du transport ferroviaire. Les modes de transport respectueux de l'environnement (transports publics urbains, rail, bicyclette et marche) représentaient 27.5 % du trafic de voyageurs en 2010 (graphique 1.8). Plus de 70 % des déplacements se faisaient en voiture, pourcentage qui reste inférieur toutefois à ceux qu'affichent la plupart des pays de l'OCDE (annexe I.A).
- L'Autriche, où l'on compte 53 voitures privées pour 100 personnes, affiche l'un des taux de motorisation les plus élevés de l'OCDE (annexe I.A). Les nouvelles immatriculations ont une bonne efficacité carbone qui va s'améliorant, mais les émissions restent légèrement supérieures à la moyenne de l'UE (graphique 1.8).
- L'Autriche possède un réseau de transport public étendu et bien développé. La majeure partie de la population a accès aux transports publics, mais il existe des différences régionales (tableau 1.2). Un pourcentage croissant de la population s'installe cependant

Graphique 1.8. **Transport de passagers**

a) Sur la base des valeurs exprimées en passager-kilomètre.

Source : BMLFUW (2013) *Facts and Figures* (base de données) ; AEE (2012), *Monitoring CO₂ emissions from new passenger cars in the EU : summary of data for 2011*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984953>

Tableau 1.2. **Accès de la population aux transports publics**

Länder	Accessibilité ^a 500 m		Accessibilité ^a 1 500 m	
	%	Variation 1995-2005 (%)	%	Variation 1995-2005 (%)
Burgenland	72	-12	93	-6
Carinthie	76	6	96	-1
Basse-Autriche	75	-6	94	-3
Haute-Autriche	73	7	95	2
Salzbourg	80	5	96	-1
Styrie	67	-1	90	-5
Tyrol	80	7	97	-1
Vorarlberg	90	4	98	-1
Vienne	100	..	100	..
Autriche (sans Vienne)	75	2	90	-2
Autriche (avec Vienne)	80	..	95	..

a) Pourcentage de la population vivant dans un rayon de 500 m ou 1 500 m d'un arrêt de transports publics.

Source : BMLFUW (2011a).

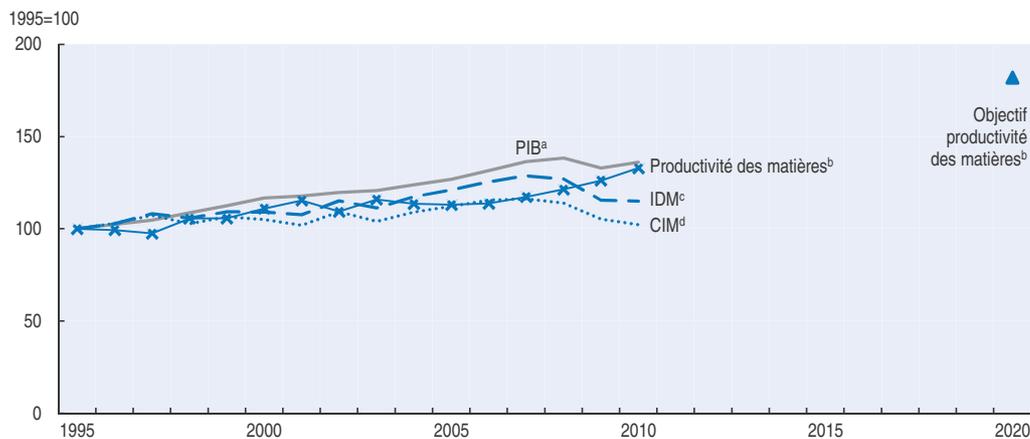
à la périphérie des villes, et s'éloigne ainsi des lignes de transport public (BMLFUW, 2011a). Cette tendance se traduit par un étalement des villes et un accroissement des migrations journalières.

2.2. Efficacité d'utilisation des ressources

Productivité des matières

- L'économie autrichienne est fortement dépendante de ses importations de matières premières (en particulier de combustibles fossiles et de métaux), pour sa consommation intérieure mais aussi, de plus en plus, pour ses exportations.

- La production de richesse économique de l'Autriche par unité de matière utilisée est supérieure à la moyenne de l'OCDE Europe. La consommation intérieure de matières (CIM)¹ est caractérisée par une proportion relativement élevée de biomasse (élevage et production forestière) et une faible proportion de combustibles fossiles (annexe I.C).
- Entre 1995 et 2010, la croissance du PIB ayant été beaucoup plus rapide que celle de la CIM, la productivité matières a cru de 33 %. Les progrès récents s'expliquent principalement par le ralentissement des activités de construction suite à la crise (graphique 1.9).

Graphique 1.9. **Productivité des matières**

a) Aux prix constants.

b) La productivité des matières désigne le montant du PIB généré par unité de matières consommée. Elle représente le ratio du PIB à la consommation intérieure de matières (CIM), dans lequel CIM est calculé comme la somme de l'extraction intérieure de matières (matières premières) utilisée par une économie et sa balance commerciale physique. Une augmentation de la productivité des matières équivaut à une diminution de l'intensité matérielle (c.à.d. CIM/PIB).

c) Par intrant matériel direct (IMD) on entend les flux des matières qui entrent physiquement dans le système économique aux fins de transformation ou de consommation directe. Il renvoie à l'extraction intérieure de matières utilisée par une économie majoré par les importations.

d) La consommation intérieure de matières (CIM) désigne la somme de l'extraction intérieure (matières premières) utilisée par une économie et sa balance commerciale physique.

Source : Statistik Austria (2013), *Material Flow Accounts as of 1995* (base de données).

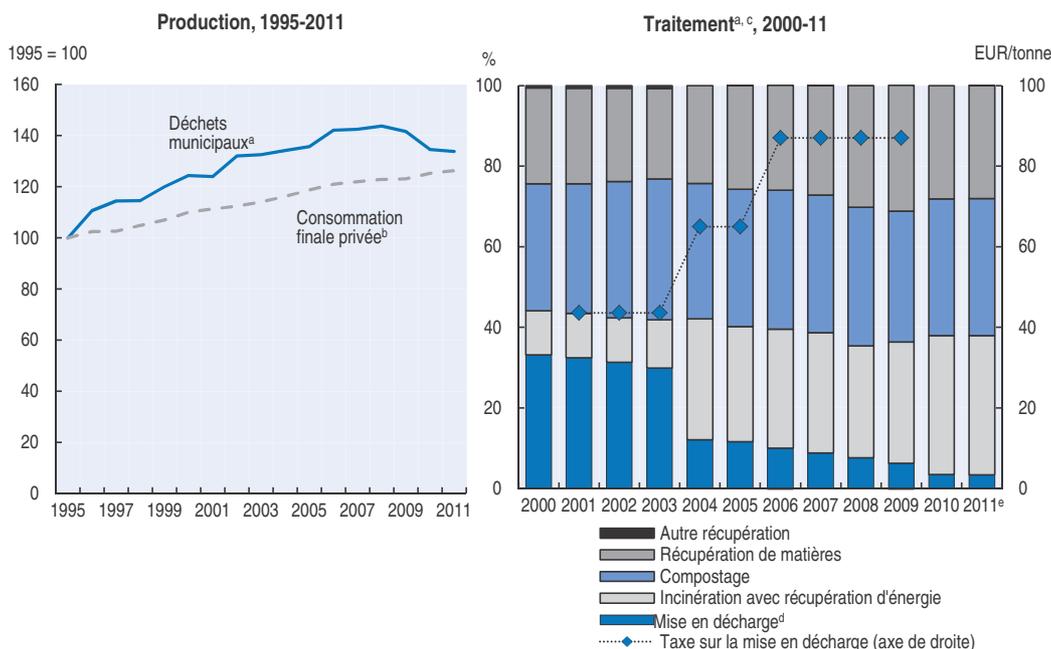
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984972>

- Dans un scénario de statu quo, la productivité des ressources devrait en principe augmenter de 1.2 % par an (Eisenmenger et al., 2011). Des efforts seront nécessaires pour accroître la productivité des ressources de 50 % d'ici à 2020 (par rapport au niveau de 2008) et atteindre l'objectif à long terme de « Facteur 4 » prévu dans le Plan d'action pour l'efficacité d'utilisation des ressources de 2012.

Production de déchets et valorisation

- La production totale de déchets (à l'exclusion des déblais) a augmenté de 8 % entre 1999 et 2008, pour ensuite diminuer en écho à la récession économique (BMLFUW, 2011b). L'intensification des travaux de construction des chemins de fer fédéraux autrichiens a fait sensiblement augmenter la production de déblais (+ 27 % jusqu'en 2008).
- Bien que la production de déchets municipaux, de jardinage et d'entretien des espaces verts notamment, ait récemment diminué, les efforts doivent être poursuivis pour découpler la production de déchets municipaux de la consommation privée (BiPRO, 2012 ; graphique 1.10).

Graphique 1.10. Déchets municipaux



a) Déchets collectés par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets produits par les ménages et les activités commerciales, les déchets encombrants et les déchets similaires traités dans les mêmes installations. Ils excluent les déchets de construction et les déchets verts des services municipaux compostés sur le site.

b) Aux prix constants 2005.

c) Jusqu'en 2003, le traitement total inclut des double contages.

d) Les données 2000 incluent des résidus issus d'autres opérations (environ 30 %).

e) Estimations.

Source : OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données).

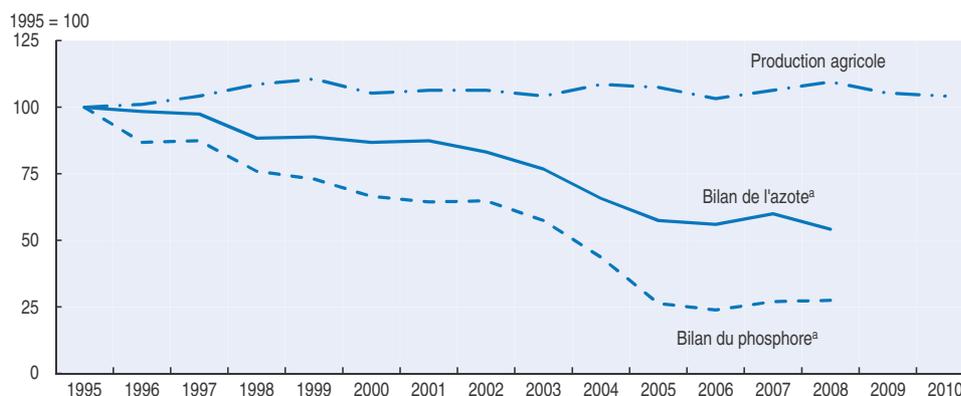
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932984991>

- Avec une production de 550 kg de déchets municipaux par personne, l'Autriche demeure largement au-dessus de la moyenne de l'OCDE Europe qui s'établit à 500 kg (annexe I.C).
- La mise en décharge des déchets a reculé au profit du traitement thermique en réponse à l'interdiction, en 2004, de la mise en décharge des déchets municipaux non traités, et au relèvement progressif de la taxe de mise en décharge (graphique 1.10 et chapitre 3) (AEE, 2013).
- En 2011, l'Autriche a affiché le meilleur taux de compostage des déchets municipaux de toute l'Union européenne, qui a atteint 34 %, contre 15 % en moyenne dans l'UE, et obtient le deuxième meilleur résultat pour la valorisation des matières (62 %, contre 40 % en moyenne dans l'UE).
- L'Autriche a dépassé les objectifs de l'UE en ce qui concerne le recyclage de divers types de déchets, dont les emballages, les véhicules en fin de vie et les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Bilan des éléments fertilisants et intrants agricoles

- La production agricole est restée stable dans les années 2000 mais les excédents d'azote et de phosphore ont régulièrement baissé (graphique 1.11), ce qui a eu des conséquences positives pour la qualité de l'eau (section 3). Les excédents d'azote ont diminué de 5.4 % par an et ceux de phosphore de 10.3 % par an entre 1998-2000 et 2007-09, baisses

Graphique 1.11. Bilans des éléments fertilisants



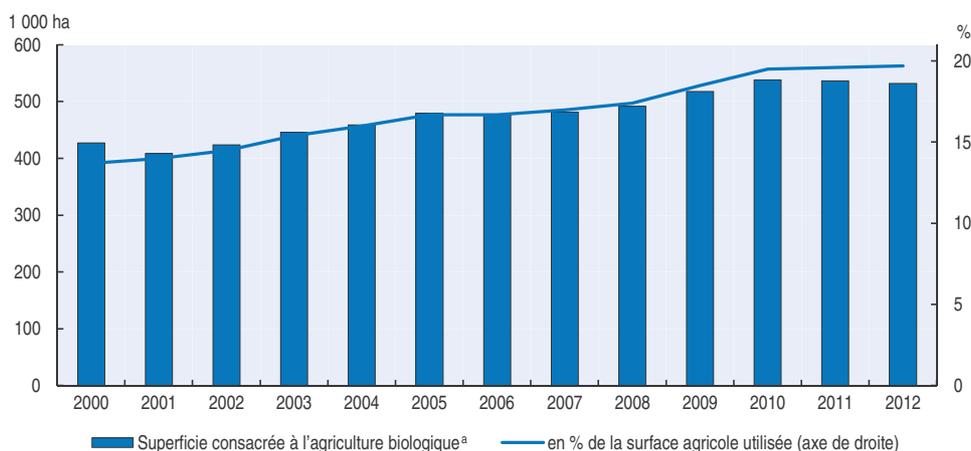
a) Bilans bruts des éléments nutritifs ; moyennes mobiles sur trois ans.
Source : OCDE (2013), *Indicateurs agro-environnementaux* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985010>

beaucoup plus marquées que dans la zone OCDE où elles se chiffraient à 1.4 % et 5.4 % respectivement (OCDE, 2013).

- La contraction du cheptel et de l'utilisation d'engrais a contribué à ce résultat. L'Autriche fait partie des dix pays de l'OCDE affichant la plus faible consommation d'engrais azotés au kilomètre carré de terre cultivée (annexe I.C). Elle le doit en partie à l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et à la croissance de l'agriculture biologique, qui bénéficient de l'appui de programmes agro-environnementaux fédéraux (chapitre 2).
- La superficie agricole consacrée à l'agriculture biologique² a progressé de 26 % entre 2000 et 2011 pour atteindre 19 % du territoire agricole utilisé (graphique 1.12). Ce pourcentage est le plus élevé de l'UE mais reste légèrement inférieur à l'objectif national de 20 % en 2010, fixé dans le Programme d'action 2008-10 pour l'agriculture biologique.

Graphique 1.12. Agriculture biologique



a) Superficie affectée à l'agriculture biologique subventionnée dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC).
Source : BMLFUW (2013), *Facts and Figures* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985029>

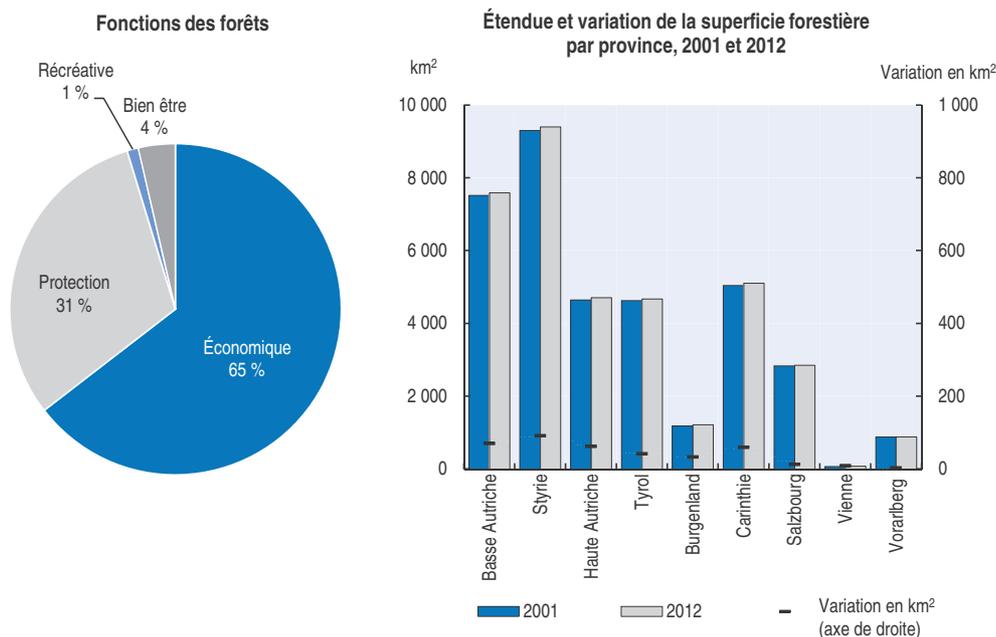
- La quantité de pesticides vendus par kilomètre carré de terres agricoles a eu tendance à augmenter depuis 2000, alors que la production agricole est restée stable (chapitre 5). L'intensité d'utilisation de pesticides en Autriche demeure toutefois inférieure à la moyenne de l'OCDE Europe (annexe I.C).

3. Gérer les ressources naturelles

3.1. Biodiversité et écosystèmes

- Les montagnes occupent environ 60 % du territoire autrichien dont seulement 32 % se trouvent à moins de 500 mètres au-dessous du niveau moyen de la mer. Ainsi, les zones habitables ne représentent qu'environ 38 % du territoire et se concentrent dans les vallées et les bassins hydrographiques. Cela expose la population à divers aléas naturels, principalement au risque de crues, que pourrait encore aggraver le changement climatique (chapitre 5).
- Les forêts sont un élément essentiel du paysage autrichien : 47 % (près de la moitié) du territoire national sont classés zone forestière, 21 % pâturages et 17 % environ, terres arables. Le stock sur pied des forêts et autres espaces boisés autrichiens est l'un des plus importants de l'OCDE (annexe I.C)³.
- Les forêts ont diverses fonctions en Autriche et contribuent notamment à la protection des sols, des ressources en eau et des écosystèmes. Plus de 40 % de la superficie forestière sont classés dans la catégorie correspondant à un niveau de dégradation modéré, et un quart est occupé par des forêts naturelles ou semi-naturelles (BMLFUW, 2010a). La superficie forestière a progressé d'environ 1 % depuis 2001, dans le prolongement de la tendance à long terme observée dans toutes les régions (graphique 1.13).

Graphique 1.13. **Forêts**

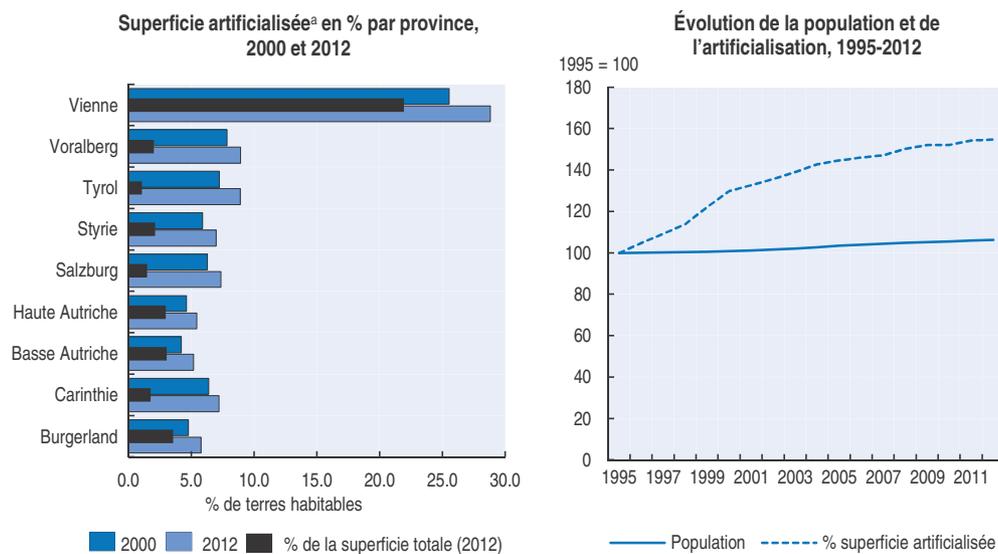


Source : BMLFUW (2013), *Facts and Figures* (base de données) ; BMLFUW (2013), *Indikatoren für die gesamthafte Bewertung Nachhaltiger Entwicklung in Österreich* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985048>

- La superficie de pâturages et de terres cultivables a été amputée de plus de 1 000 km², soit 30 ha par jour, entre 2001 et 2012. Près d'un tiers des espaces soustraits ont été boisés et le reste a été utilisé pour des projets d'habitations et d'infrastructures (BMLFUW, 2011a).
- Les cultures énergétiques occupaient un peu plus de 50 000 ha de terres agricoles en 2010. Rien ne semble indiquer que la progression de l'utilisation de biomasse et de biocombustibles/carburants ait entraîné un changement d'affectation des terres en Autriche, ni qu'elle ait eu des répercussions sur la biodiversité ou l'eau (BMWFJ, 2011b).
- La conversion de terrains non aménagés pour la construction de logements, d'infrastructures de transport et d'autres ouvrages (artificialisation des sols) s'est poursuivie en 2000. En 2012, les espaces artificialisés occupaient 2.3 % de l'ensemble du territoire et 6 % environ de la superficie des zones habitables, avec de très importantes variations régionales (graphique 1.14).
- Bien que le taux d'artificialisation se soit tassé au cours des dix dernières années, il reste très supérieur au taux de croissance démographique. Il dépasse de près de huit fois l'objectif d'artificialisation d'un hectare par jour, visé par la Stratégie autrichienne de développement durable (BMLFUW, 2011a).
- Quelque 28 % des terres bénéficient d'un régime de protection de la nature. Ce pourcentage est resté pratiquement le même depuis 2000 et figure parmi les plus élevés de l'OCDE (annexe I.C). Les sites Natura 2000 représentent près de 15 % des terres et couvrent pratiquement 90 % des habitats et des espèces présents en Autriche et mentionnés dans la directive Habitats de l'UE.

Graphique 1.14. Artificialisation des sols



a) La superficie artificialisée est l'ensemble des zones construites (« bâties » et « revêtues », prises en compte à 100 % et « zones à usage non spécifié », prises en compte à 30 %) et d'autres zones (« voies routières », prises en compte à 60 %, et « autres zones » prises en compte à 10 %).

Source : BMLFUW (2013), *Indikatoren für die gesamthafte Bewertung Nachhaltiger Entwicklung in Österreich* (base de données); OCDE (2013) *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données).

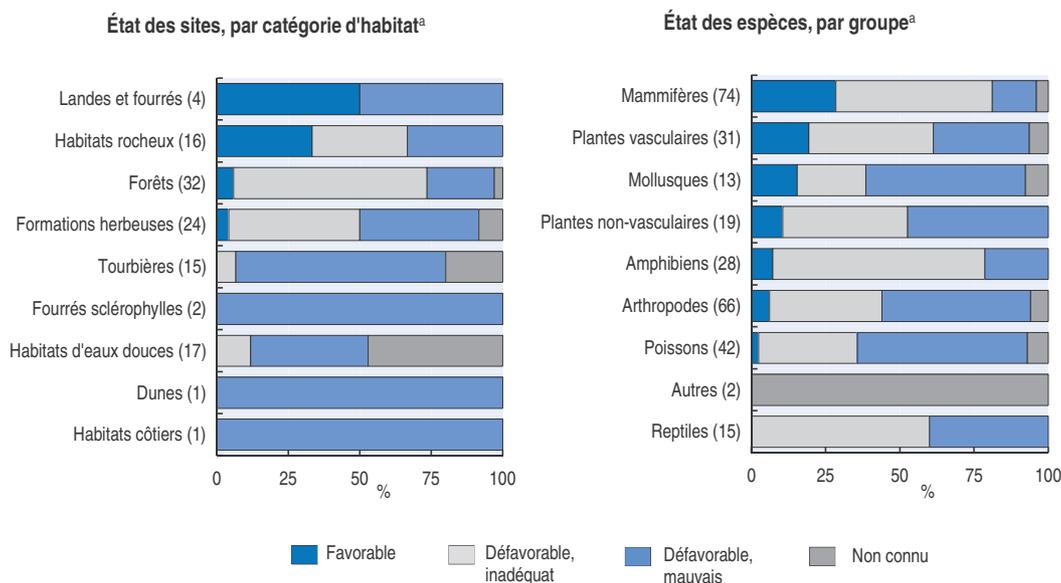
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985067>

Tableau 1.3. Aires protégées par la législation relative à la conservation de la nature en 2011

	Nombre	Superficie en ha	% du territoire fédéral
Paysages protégés	249	1 254 633	15.0
Sites Natura 2000, dont :	220	1 232 400	14.7
Sites protégés faisant l'objet d'une désignation nationale	181	1 081 043	12.9
Parcs naturels	48	402 042	4.8
Aires de conservation de la nature	453	300 432	3.6
Parcs nationaux	6	235 257	2.8
Autres aires protégées (à l'exception des monuments naturels)	36	148 331	1.8
Aires de conservation de la nature et du paysage	4	50 633	0.6
Éléments de paysage protégés	342	8 422	0.1

Source : BMLFUW (2012) ; CE (2011).

Graphique 1.15. État de conservation des sites et des espèces d'importance communautaire dans les années 2000

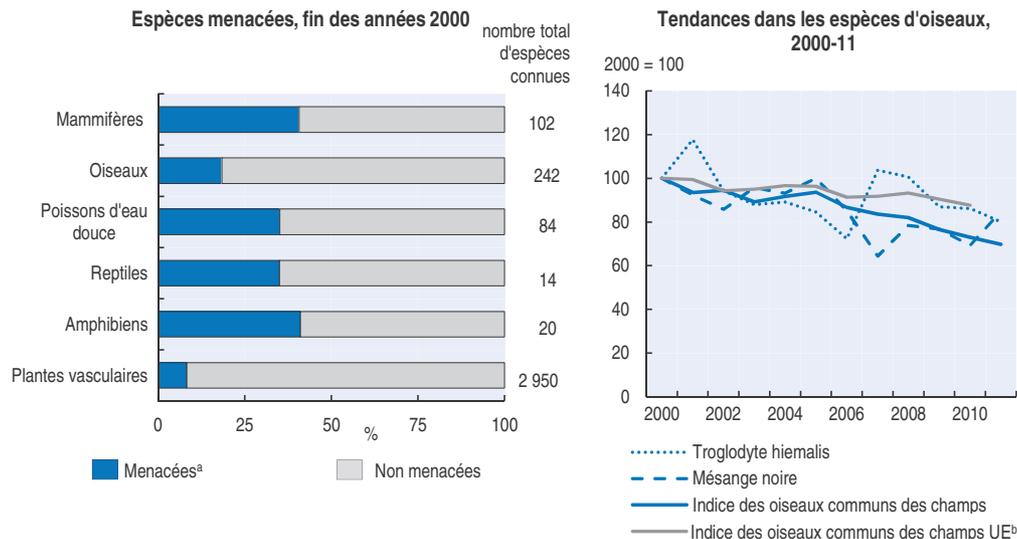


a) Le nombre d'occurrences pour chaque catégorie/groupe est indiqué entre parenthèses.

Source : European Topic Centre on Biological Diversity (2008), rapport national établi en application de l'article 17 de la directive « Habitats » de l'UE (92/43/CEE), 2001-06.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985086>

- Les zones protégées relèvent de divers régimes donnant lieu à différentes désignations qui varient souvent au niveau des *Länder* (tableau 1.3). Environ 18 % du territoire sont des aires protégées relevant des catégories V et VI (protection faible), et 7 % des catégories I à IV (haut niveau de protection de la nature) de l'UICN (AEE, 2012a).
- Cependant, l'état de conservation des habitats et des espèces est relativement défavorable (graphique 1.15). Globalement, quelque 18 % seulement des types d'habitats et 11 % des espèces d'importance communautaire présents en Autriche affichent un état de conservation favorable (BMLFUW, 2010a).

Graphique 1.16. **Espèces végétales et animales**

a) Espèces « gravement en danger », « en danger » et « vulnérables » selon la classification UICN en % des espèces connues.

b) Indice agrégé pour l'UE incorporant 37 espèces d'oiseaux communs qui utilisent et ont une dépendance vis-à-vis des terres cultivées.

Source : OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données) ; BMLFUW (2013), *Indikatoren für die gesamthafte Bewertung Nachhaltiger Entwicklung in Österreich* (base de données) ; Eurostat (2013), *Statistiques sur l'environnement et l'énergie* (base de données).

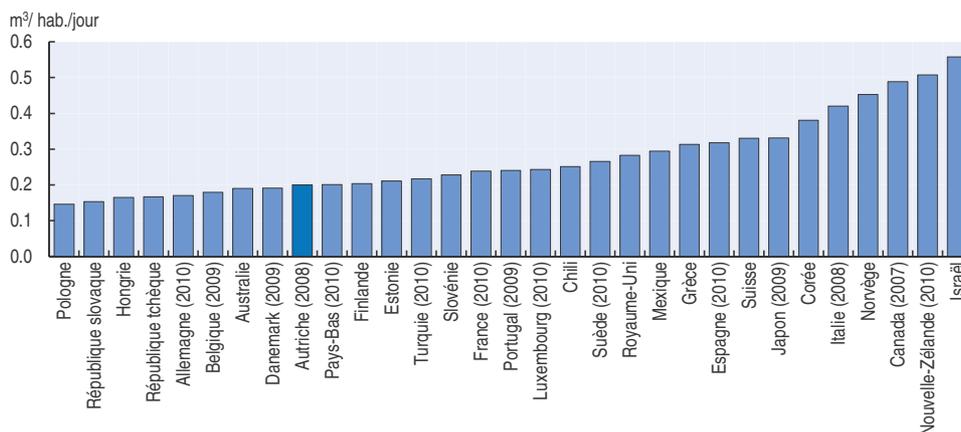
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985105>

- Les populations de certaines espèces d'oiseaux vivant dans les espaces agricoles et les forêts ont légèrement diminué, tendance générale observée en Europe (graphique 1.16). Ce déclin pourrait indiquer une dégradation de la qualité des habitats (BMLFUW, 2011a).
- La proportion d'espèces de mammifères, d'oiseaux, de poissons d'eau douce et de plantes vasculaires en danger est relativement élevée par rapport aux autres pays de l'OCDE (graphique 1.16 ; annexe I.C). L'état de conservation de certaines populations s'est toutefois considérablement amélioré grâce aux programmes de protection (BMLFUW, 2010a)⁴.

3.2. Ressources en eau

- L'Autriche dispose d'abondantes ressources en eau dont elle n'utilise qu'une faible part : les prélèvements annuels représentent environ 4 % du total des ressources en eau disponibles (annexe I.C).
- Les prélèvements d'eau douce pour les besoins du réseau public sont demeurés pratiquement constants depuis la fin des années 90 et figurent parmi les plus faibles de l'OCDE (graphique 1.17). Pratiquement toute l'eau de boisson consommée dans le pays provient des nappes souterraines ou de sources (Umweltbundesamt, 2010).
- Le gros de la demande d'eau (61.5 %) va à l'industrie, suivie du réseau d'eau potable (30.8 %) et de l'agriculture (7.7 %) (Umweltbundesamt, 2010).
- L'important dispositif de protection contre les inondations et de production d'hydroélectricité (section 2.1) a modifié la morphologie des cours d'eau et les conditions hydrologiques.

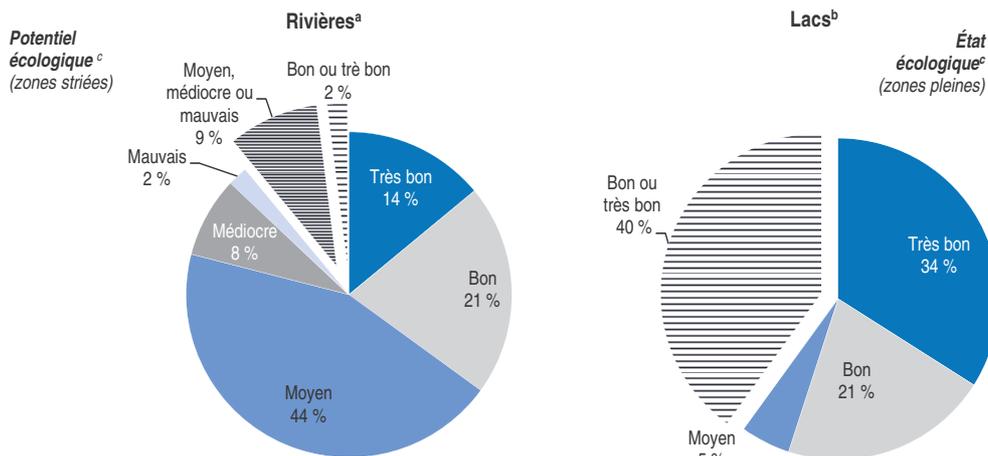
Graphique 1.17. **Quantité d'eau prélevée en 2011 pour le réseau public de distribution dans les certains pays de l'OCDE**



Source : OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932985124>

Graphique 1.18. **État et potentiel écologiques des masses d'eau en 2009**



a) Eau vive et bassin versant > 10 km² (31 466 km au total).

b) 62 lacs > 50 ha.

c) État écologique des cours d'eau naturels ; potentiel écologique des masses d'eau profondément modifiées ou artificielles.

Source : BMLFUW (2013), *Facts and Figures* (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932985143>

- En conséquence, 11 % des masses d'eau superficielles ont subi de profondes modifications ou sont artificielles. Plus de 80 % des cours d'eau fortement modifiés ou artificiels ne satisfont pas aux critères de « bon potentiel écologique » de la directive-cadre sur l'eau (DCE) de l'UE (graphique 1.18).
- En outre, plus de 60 % des cours d'eau naturels et 8 % des lacs naturels ne parviennent pas à satisfaire aux critères de « bon état écologique » de la DCE (graphique 1.18). L'Autriche mettra à profit le délai supplémentaire qui lui a été accordé jusqu'en 2027

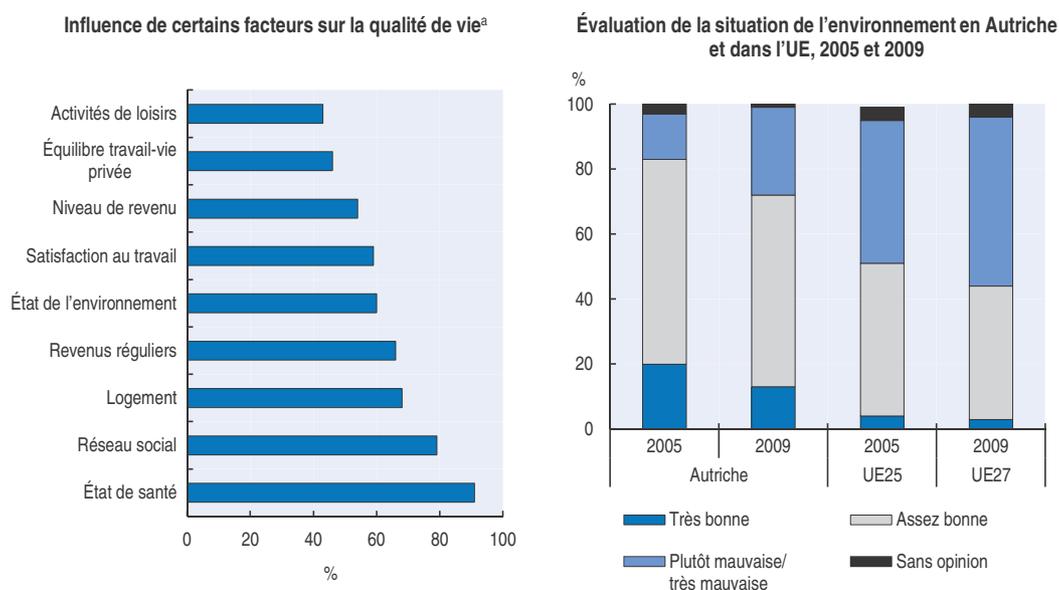
pour se mettre en conformité avec cette directive, mais il lui sera malgré tout difficile d'atteindre les premiers objectifs intermédiaires d'état et de potentiel écologiques⁵.

- Les eaux de surface sont très faiblement polluées. Seulement 2 % des masses d'eau superficielles ne sont pas conformes aux normes nationales de pollution, et 0.3 % ne répondent pas aux critères de bon état chimique prescrits par la DCE (BMLFUW, 2011a). Toutefois, on relève dans les cours d'eau des concentrations élevées de plusieurs substances chimiques présentes dans les pesticides pour lesquelles aucune norme n'a encore été adoptée (encadré 4.8).
- En 2011, plus de 98 % des eaux de baignade intérieures sous surveillance respectaient les valeurs obligatoires fixées par la directive de l'UE sur les eaux de baignade, contre 92 % dans l'ensemble de l'UE. La proportion d'eaux de baignade d'excellente qualité a atteint 83.5 %, alors que la moyenne est de 77 % dans l'UE (AEE, 2012b)⁶.
- La qualité des eaux souterraines est généralement bonne. Seulement 3 des 136 nappes souterraines ne sont pas conformes aux critères de bon état chimique de la DCE. Ces nappes se concentrent dans les zones agricoles d'Autriche orientale, où le renouvellement des eaux souterraines est plus lent en raison de plus faible niveau des précipitations (Umweltbundesamt, 2010).
- Les nitrates sont l'une des principales causes de dégradation de la qualité de l'eau. La pollution par les nitrates et les excédents d'azote sont en recul depuis 2000 (graphique 1.11). En 2009, moins de 12 % des sites de surveillance des eaux souterraines indiquaient un risque de pollution par les nitrates (concentrations supérieures à 45 mg/litre) (BMLFUW, 2011a).
- Les concentrations d'autres polluants, y compris de pesticides, ont aussi baissé dans les nappes souterraines. Les valeurs relevées sur certains sites de surveillance continuent de dépasser les valeurs seuil, mais cela n'affecte pas le bon état chimique des eaux souterraines. Depuis l'interdiction de l'utilisation d'atrazine comme herbicide, la proportion de sites de surveillance affichant des chiffres supérieurs à la limite s'est régulièrement infléchi, pour tomber à 1.8 % en 2009 (BMLFUW, 2011a).
- En somme, la qualité de l'eau s'est généralement améliorée grâce au progrès des technologies de traitement des eaux usées, à l'accroissement du taux de raccordement à une station d'épuration (section 4), aux programmes d'action engagés pour réduire les nitrates et à la généralisation des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, qui ont tous bénéficiés d'aides publiques à l'investissement (chapitres 2 et 3).

4. Amélioration de la qualité de vie environnementale

4.1. Environnement et bien-être

- Dans une enquête réalisée en 2009, 60 % des personnes interrogées ont indiqué que l'état de l'environnement avait une très grande importance pour leur qualité de vie (graphique 1.19), l'environnement arrivant au cinquième rang immédiatement après un revenu régulier (BMLFUW, 2010b).
- Dans l'ensemble, les Autrichiens semblent davantage satisfaits de la qualité de leur environnement que la moyenne des Européens : en 2009, 72 % de la population autrichienne considéraient que la qualité de l'environnement était plutôt bonne ou très bonne dans leur pays, contre 44 % en moyenne dans l'UE (graphique 1.19).

Graphique 1.19. **Qualité de vie environnementale**

a) Pourcentage de personnes ayant répondu « forte » à la question « comment évaluez-vous l'influence de ces facteurs sur votre qualité de vie » (forte, modérée ou faible ?)

Source : BMLFUW (2010), *Well-being of Austrian people*.

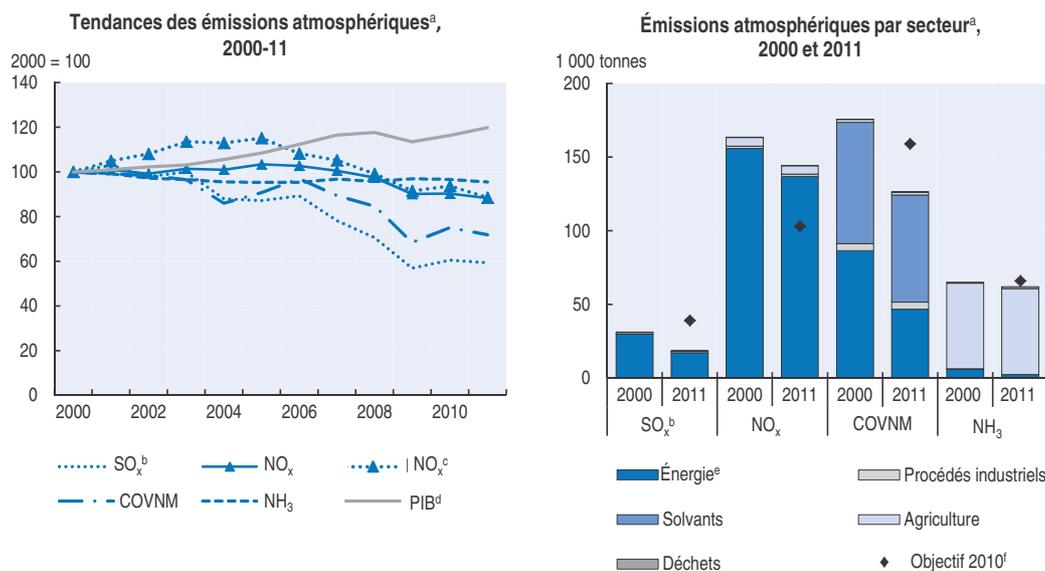
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985162>

- Toutefois, la proportion de personnes insatisfaites a augmenté plus rapidement en Autriche qu'en Europe entre 2005 et 2009 (graphique 1.19). Cette évolution peut s'expliquer par l'importance croissante de l'environnement dans le débat public et la sensibilisation accrue de la population à ces questions, et pourrait en fin de compte refléter une montée des exigences (BMLFUW, 2010b).
- Le niveau de satisfaction du public est supérieur à 90 % en ce qui concerne la qualité des cours d'eau et des lacs, la qualité de l'eau de boisson ainsi que l'abondance et l'état des espaces verts. Ce chiffre tombe à quelque 80 % en ce qui concerne la qualité de l'air et 65 % pour l'exposition au bruit (BMLFUW, 2010b).
- La proportion de la population autrichienne qui souffre du bruit pendant la journée, la nuit ou les deux, est passée de 29 % en 2003 à 39 % en 2007. La source de bruit citée le plus fréquemment est le trafic routier (BMLFUW, 2011a).

4.2. Émissions atmosphériques et qualité de l'air

- Les émissions d'oxydes de soufre et d'azote (SO_x et NO_x) ont continué de régresser depuis 2000 (graphique 1.20), mais plus lentement que dans de nombreux autres pays de l'OCDE. Les émissions de SO_x et de NO_x par unité de PIB en Autriche restent inférieures à la moyenne de l'OCDE Europe (annexe I.C).
- Entre 2000 et 2011, les émissions de SO_x ont chuté de 41 %, celles de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) de 28 % et celles d'ammoniac de 4.5 %. Toutes ont été découplées de la performance économique, surtout dans la seconde moitié de la décennie. Cela a permis à l'Autriche d'atteindre ses objectifs pour 2010 au titre de la directive de l'UE fixant les plafonds d'émission nationaux (PEN) (graphique 1.20).

Graphique 1.20. Émissions atmosphériques



a) Exclut les émissions liées aux exportations de carburants.

b) En SO₂.

c) Inclut les émissions liées aux exportations de carburants.

d) Aux niveaux de prix et parités de pouvoir d'achat de 2005.

e) Inclut les émissions des centrales de production d'énergie, transports et autres sources mobiles, combustion industrielle et autres combustion.

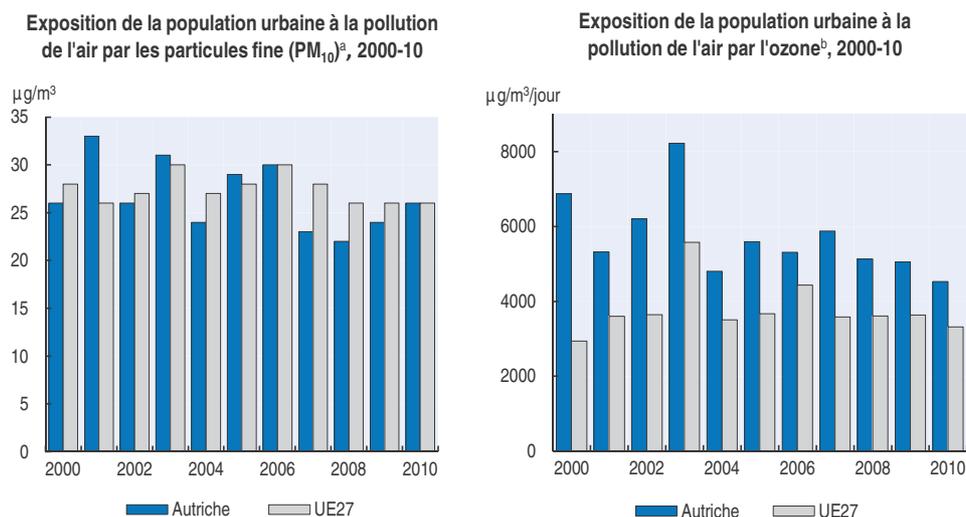
f) Objectifs fixés par la directive européenne 2001/81/CE (directive NEC) sur les plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques.

Source : OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données) ; OCDE (2012), *Perspectives économiques de l'OCDE no 91* (base de données) ; Umweltbundesamt (2012), *Austria's Annual Air Emission Inventory 1990-2011*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985181>

- Plusieurs facteurs ont contribué à ce résultat : adoption de techniques de réduction des gaz de combustion dans l'industrie et les centrales électriques, généralisation des convertisseurs catalytiques et resserrement des normes d'émission des véhicules, désaffection toujours marquée pour les combustibles solides au profit du gaz et des sources renouvelables (section 1.1), amélioration de la qualité des combustibles et carburants (abaissement de la teneur en soufre), réduction des effectifs du bétail et des quantités d'engrais utilisées (section 1.2), hausse des prix des combustibles et carburants et ralentissement de l'activité économique à la fin de la décennie (chapitre 3).
- Cependant, bien qu'elles aient diminué de près de 11 %, les émissions de NO_x continuaient de dépasser de 40 % l'objectif fixé par la directive PEN en 2011. Les transports et les autres sources mobiles, notamment le trafic de transit et le tourisme à la pompe, constituent la première source d'émissions de NO_x (graphique 1.20). L'accroissement du pourcentage de véhicules diesel dans le parc automobile (55 % en 2010 contre 37 % en 2000) a aussi pesé dans cette évolution⁷.
- Les émissions totales de particules fines ont continué de reculer entre 2000 et 2010 : de 12 % pour les PM_{2,5} et de 9 % pour les PM₁₀. Les principales sources de particules sont les équipements de chauffage résidentiel utilisant des combustibles solides, le transport routier, les procédés industriels et l'agriculture (Umweltbundesamt, 2010).
- La limite journalière (50 µg/m³) a continué toutefois d'être dépassée pour les PM₁₀ dans toutes les régions, et plus particulièrement dans les grands centres urbains et dans le sud-est du pays, lequel est exposé à la pollution transfrontière et souffre de conditions

Graphique 1.21. Pollution par les particules et l'ozone



a) Somme annuelle pondérée, en fonction de la population, des concentrations des particules sur les stations de surveillance de la pollution urbaine de fond dans les agglomérations.

b) Somme annuelle pondérée, en fonction de la population, des dépassements du maximum journalier de la moyenne sur huit heures fixé à 70 µg/m³, relevées pendant une années sur les stations de surveillance de la pollution urbaine de fond dans les agglomérations.

Source : Eurostat (2013), *Statistiques sur l'environnement et l'énergie* (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932985200>

défavorables nuisant à la dispersion atmosphérique dans les vallées (Umweltbundesamt, 2010).

- L'exposition de la population urbaine aux particules a oscillé autour de la moyenne de l'UE tout au long des années 2000, pour ensuite augmenter à partir de 2008 (graphique 1.21). Globalement, les taux d'exposition à la pollution par les particules et l'ozone dans les villes figuraient parmi les plus élevés de l'UE en 2010.
- L'exposition à l'ozone a diminué après avoir culminé en 2003, mais elle n'est cependant jamais descendue en dessous de la moyenne de l'UE (graphique 1.21). Les émissions de NO_x, qui viennent en partie de l'étranger, demeurent importantes et entraînent des dépassements de la valeur limite journalière de protection de la santé humaine (120 µg/m³) dans plusieurs zones.
- Les émissions de cadmium, de mercure et de plomb se sont sensiblement contractées depuis 1990. Les émissions de cadmium et de mercure sont cependant reparties à la hausse, en raison principalement de l'utilisation accrue de biomasse dans les centrales électriques et l'industrie, et de la hausse de la production d'acier et de fer (graphique 4.4 et chapitre 5).
- Les émissions de polluants organiques persistants, notamment de dioxines et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ont chuté grâce aux progrès des technologies utilisées dans l'industrie et d'incinération de déchets. Les installations de combustion et fours de petite taille et à usage privé sont aujourd'hui les principales sources d'émissions de HAP et de dioxine (chapitre 4).

4.3. Approvisionnements en eau et assainissement

- L'eau de boisson, distribuée par quelque 5 500 entreprises à environ 90 % de la population autrichienne, répond à des normes de qualité très strictes. Les 10 % restants tirent leur eau de sources et de puits qui doivent être soumis à des contrôles réguliers.
- La proportion de la population raccordée à une station publique d'épuration a augmenté, de 88 % en 2001 à 94 % en 2010, chiffre parmi les plus élevés d'Europe. Toutes les installations de traitement des eaux usées assurent un traitement secondaire/ou tertiaire et sont conformes aux exigences de l'UE (annexe I.C).

4.4. Incidences sur la santé

- Selon la dernière évaluation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 13 % de la charge de morbidité en Autriche sont imputables à des facteurs d'environnement, soit moins que les 14 % relevés dans la précédente évaluation (OMS, 2007 et 2009)⁸. Ce chiffre est parmi les plus bas d'Europe.
- La charge de morbidité associée aux problèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène est l'une des plus faibles du monde. Les estimations de l'OMS indiquent que 1 200 décès par an en Autriche peuvent être attribués à la pollution atmosphérique (OMS, 2009).
- Selon les études de modélisation, dans certains *Länder*, la pollution par les PM_{2,5} entraîne une réduction de l'espérance de vie supérieure à la moyenne de l'UE (AEE, 2012c ; Umweltbundesamt, 2010)⁹.
- Les résultats des enquêtes de biosurveillance ont indiqué une imprégnation corporelle en produits chimiques dangereux (en phthalates, notamment) chez la population autrichienne en général et en métaux lourds chez les femmes enceintes, les bébés et les enfants d'âge scolaire (chapitre 4).

Notes

1. La CIM se définit comme l'ensemble des matières premières extraites du territoire national utilisées dans l'économie, auquel s'ajoute la balance commerciale physique (importations physiques diminuées des exportations physiques de matières premières et de produits manufacturés).
2. L'agriculture biologique utilise de plus faibles taux d'engrais chimiques de synthèses et de pesticides, et réduit par conséquent l'impact de l'agriculture sur la biodiversité, les sols et les ressources en eau. Dans l'UE, l'agriculture biologique doit se conformer aux dispositions du Règlement du Conseil (CE) n° 834/2007.
3. Le stock sur pied est le volume sur pied des arbres vifs dans un massif forestier ou une zone boisée.
4. Sont notamment concernés le grand-duc, la loutre d'Europe, le faucon pèlerin, la cigogne noire, l'outarde barbue et le rollier d'Europe (BMLFUW, 2010a).
5. L'Autriche s'est engagée à assurer le « bon potentiel écologique » de 23 % de ses masses d'eau artificielles et fortement modifiées à l'horizon 2015, de 57 % à l'horizon 2021 et de 100 % à l'horizon 2027. S'agissant de l'état écologique des masses d'eau naturelles, ses objectifs sont : 42 % de l'ensemble des cours d'eau naturels en 2015, 50 % de l'ensemble des cours d'eau et des lacs naturels en 2021, et tous les cours d'eau naturels en 2027.
6. Les eaux de baignade respectent les valeurs guides les plus strictes.
7. Les moteurs diesel génèrent plus d'émissions de NO_x et de particules.
8. La charge de morbidité mesurée par l'OMS est exprimée en nombre d'années de vie perdues du fait d'une mauvaise santé ou d'une invalidité et pour cause de décès prématuré (années de vie corrigées du facteur d'invalidité ou AVCI).
9. La pollution par les PM_{2,5} réduit l'espérance de vie d'en moyenne 8.6 mois dans l'ensemble de l'UE (AEE, 2012c).

Bibliographie

- AEE (2012a), *Protected Areas in Europe: An Overview*, rapport de l'AEE n° 5/2012, Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- AEE (2012b), *Bathing Water Results 2011: Austria*, Agence européenne pour l'environnement, Copenhague, www.eea.europa.eu/themes/water/status-and-monitoring/state-of-bathing-water/country-reports-2011-bathing-season.
- AEE (2012c), *Air Quality in Europe: 2012 Report*, rapport de l'AEE n° 4/2012, Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- AEE (2013), *Municipal Waste Management in Austria*, Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- Agence autrichienne de l'énergie (2012), *Energy Efficiency Policies and Measures in Austria: Odyssee – Mure 2010, Monitoring of EU and national energy efficiency targets*, Agence autrichienne de l'énergie, Vienne, www.odyssee-indicators.org/publications/PDF/austria_nr.pdf.
- BiPRO (2012), *Screening of Waste Management Performance of EU Member States*, rapport préparé pour la Commission européenne dans le cadre du projet « Support to Member States in improving waste management based on assessment of Member States' performance », BiPRO, Munich, http://ec.europa.eu/environment/waste/studies/pdf/Screening_report.pdf.
- BMLFUW (2010a), *4th National Report to the Convention on Biological Diversity: Austria*, Ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts, de l'Environnement et de la Gestion des Eaux, Vienne.
- BMLFUW (2010b), *Well-being of the Austrian People*, ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts, de l'Environnement et de la Gestion des Eaux, Vienne.
- BMLFUW (2011a), *Sustainability Barometer 2011: Headline Indicators*, ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts, de l'Environnement et de la Gestion des Eaux, Vienne.
- BMLFUW (2011b), *Federal Waste Management Plan 2011*, ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts, de l'Environnement et de la Gestion des Eaux, Vienne.
- BMLFUW (2012), *Facts and Figures 2012*, ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts, de l'Environnement et de la Gestion des Eaux, Vienne.
- BMVIT (2012), *Gesamtverkehrsplan für Österreich* (Plan général de transport de l'Autriche), ministère fédéral du Transport, de l'Innovation et de la Technologie, Vienne.
- BMWFJ (2010), *National Renewable Energy Action Plan 2010 for Austria under Directive 2009/28/EC of the European Parliament and of the Council*, ministère fédéral de l'Économie, de la Famille et de la Jeunesse, Vienne.
- BMWFJ (2011a), *Second National Energy Efficiency Action Plan of the Republic of Austria 2011*, ministère fédéral de l'Économie, de la Famille et de la Jeunesse, Vienne.
- BMWFJ (2011b), *Progress Report 2011 about the National Renewable Action Plan 2010 for Austria under Directive 2009/28/EG of the European Parliament and of the Council*, ministère fédéral de l'Économie, de la Famille et de la Jeunesse, Vienne.
- CE (2011), *Natura 2000 Barometer*, Commission européenne, Bruxelles, http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/barometer/index_en.htm (consulté en avril 2013).
- Eisenmenger, N. et al. (2011), *Ressourcennutzung in Österreich: Bericht 2011* (L'utilisation des ressources en Autriche : rapport 2011), BMLFUW et BMWFJ, Vienne.
- OCDE (2009), *Green at Fifteen?: How 15-Year-Olds Perform in Environmental Science and Geoscience in PISA 2006*, PISA, Éditions OCDE, Paris, doi : 10.1787/9789264063600-en.
- OCDE (2011), *Vers une croissance verte : Suivre les progrès : Indicateurs de l'OCDE*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, doi : 10.1787/9789264111370-fr.
- OCDE (2012a), *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2012/1, Éditions OCDE, Paris, doi : 10.1787/eco_outlook-v2012-1-fr.
- OCDE (2012b), *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2012/2, Éditions OCDE, Paris, doi : 10.1787/eco_outlook-v2012-2-fr.
- OCDE (2013), *OECD Compendium of Agri-environmental Indicators*, Éditions OCDE, Paris, doi : 10.1787/9789264186217-en.

- OMS (2007), *Country Profiles of Environmental Burden of Disease: Austria*, Organisation mondiale de la santé, Genève.
- OMS (2009), *Country Profiles of Environmental Burden of Disease: Austria*, Organisation mondiale de la santé, Genève.
- Statistik Austria (2012), *A Tourism Satellite Account for Austria*, Statistik Austria, Vienne, www.statistik.at/web_en/statistics/tourism/tourism_satellite_accounts/value_added/index.html (consulté en mars 2013).
- Statistik Austria (2013), *The Environmental Goods and Services Sector (EGSS)*, Statistik Austria, Vienne, www.statistik.at/web_en/statistics/energy_environment/environment/eco_industries_environmentally_goods_and_services/index.html (consulté en mars 2013).
- Umweltbundesamt (2010), *State of the Environment Report 2010*, Agence fédérale de l'environnement, Vienne.
- Umweltbundesamt (2011), *GHG Projections and Assessment of Policies and Measures in Austria, Reporting under Decision 280/2004/EC*, Agence fédérale de l'environnement, Vienne.
- Umweltbundesamt (2012), *Austria's National Inventory Report 2012*, soumission au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique et le protocole de Kyoto, Agence fédérale de l'environnement, Vienne.
- Umweltbundesamt (2013), *Austria's Annual Greenhouse Gas Inventory 1990-2011*, soumission au titre de la Décision 280/2004/CE, Agence fédérale de l'environnement, Vienne.



Extrait de :
**OECD Environmental Performance Reviews:
Austria 2013**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264202924-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Principales tendances environnementales », dans *OECD Environmental Performance Reviews: Austria 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264202948-5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.